

Sortir du duo "chinamérica", par Jean-Joseph Boillot

LE MONDE | 14.07.09 | 14h25

Au défilé du 14-Juillet, la présence du détachement indien, conduit par son premier ministre, est hautement symbolique. Que chaque détachement des trois armées soit suivi d'un large groupe de musiciens renvoie moins à Bollywood qu'à une culture politique duale peu connue en France. D'un côté, celle du roi Kautilya, dont le traité Arthashastra (III^e siècle avant J.-C.) constitue l'une des plus anciennes traditions stratégiques "réalistes" du pouvoir, que résume bien ce proverbe indien : "Le monde flatte l'éléphant et piétine la fourmi" ; d'un autre côté, l'idéalisme de l'empereur Ashoka, qui renonce un siècle plus tard à la guerre au profit de la persuasion et se convertit au bouddhisme, qu'illustre cet autre proverbe indien : "L'homme du désir périt avec ce qu'il désire." Une dualité peu commode à saisir dans un pays cartésien et qui explique certaines difficultés d'appréhension de l'Inde en France.

Or il faudrait que la présence du détachement et de ses musiciens dépasse le côté exotique de notre rapport à l'Inde. Dans un monde en complète recomposition géopolitique et géoéconomique à la faveur de la crise, il est de notre intérêt que le deuxième géant asiatique prenne toute sa place dans la redéfinition d'une mondialisation à visage humain, et ce pour deux raisons :

D'abord parce que la ligne de fracture entre vieilles puissances et pays émergents paraît totalement artificielle. Le fameux BRIC (pour Brésil, Russie, Inde et Chine) forme plutôt un bric-à-brac avec une ligne de clivage essentielle entre des démocraties politiques à économie de marché de type sociale-démocrate et des régimes autoritaires à économie largement étatique.

La deuxième raison est que, en vertu précisément de la nature de son régime, l'Inde privilégie ses défis internes comme viennent de le montrer ses élections législatives (714 millions d'inscrits) et l'énoncé des dix priorités du nouveau gouvernement. En un mot, mettre en oeuvre une croissance inclusive et soutenable pour vaincre la pauvreté, protéger l'environnement et garantir les libertés individuelles.

Pour autant, cet agenda interne ne peut réussir que dans un monde stable et où les préoccupations de l'Inde sont prises au sérieux. Et notamment les cinq sécurités (hors militaire) qu'elle tente de mettre en avant à chaque forum international : alimentaire, énergétique et environnementale, monétaire et financière, commerciale et concurrentielle par opposition aux fonds souverains qui fleurissent en ce moment.

Cela suppose clairement que la France entende le message et le porte dans les prochains rendez-vous de l'automne : au G20, que certains ont déjà tendance à réduire à un G2 "chinamérica", avec notamment une réforme d'ampleur du FMI, où l'Inde dispose de moins de 2 % des droits de vote pour 18 % de la population mondiale ; à l'ONU, où cinq pays se partagent toujours les droits de veto au conseil de sécurité ; à Copenhague, enfin, où il est difficile de demander des engagements de réduction d'émissions sans mettre sur la table des engagements de transferts de technologies propres au profit des 550 millions d'Indiens qui n'ont toujours pas accès à l'électricité.

A bien faire les comptes, la France a tout intérêt à une Inde forte dans un monde multipolaire. Mais cela ne va pas de soi, et notamment parce que cela nous impose d'avancer vers une Europe vraiment commune pour faire de la place à nos nouveaux alliés. On ne peut vouloir le beurre et l'argent du beurre, et là, il s'agit d'un proverbe bien de chez nous !

Jean-Joseph Boillot est économiste, cofondateur du Euro-India Group (EIEBG).